

ASSEMBLÉE NATIONALE

21 novembre 2018

PLFR POUR 2018 - (N° 1405)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N° 11

présenté par

Mme Rubin, Mme Autain, M. Bernalicis, M. Coquerel, M. Corbière, Mme Fiat, M. Lachaud,
M. Larive, M. Mélenchon, Mme Obono, Mme Panot, M. Prud'homme, M. Quatennens,
M. Ratenon, Mme Ressiguiet, M. Ruffin et Mme Taurine

ARTICLE 5**ÉTAT B****Mission « Recherche et enseignement supérieur »**

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(en euros)

Programmes	Autorisations d'engagement suppl. ouvertes	Autorisations d'engagement annulées	Crédits de paiement suppl. ouverts	Crédits de paiement annulés
Formations supérieures et recherche universitaire	0	-27 351 554	0	-25 516 210
<i>dont titre 2</i>	0	0	0	0
Vie étudiante	0	-56 382 763	0	-56 382 763
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	0	-71 234 893	0	-72 612 480
Recherche spatiale	0	-20 439 174	0	-20 439 174
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	0	-14 114 094	0	-14 264 094
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	0	-3 479 436	0	-3 479 436
Recherche duale (civile et militaire)	0	-4 838 511	0	-4 838 511
Recherche culturelle et culture scientifique	0	-1 968 125	0	-1 965 699
Enseignement supérieur et recherche agricoles	0	-4 850 501	0	-4 876 383
TOTAUX	0	-204 659 051	0	-204 374 750
SOLDE		+204 659 051		+204 374 750

EXPOSÉ SOMMAIRE

Dans ce PLFR, vous proposez de diminuer les crédits de la Recherche de 204 millions d'euros en net et cet amendement propose de revenir sur cette décision dangereuse.

Cela traduit bien la philosophie du Gouvernement, alors que les Universités subissent avec beaucoup de difficultés l'austérité que vous leur imposez et alors même que le nombre d'étudiants est en forte hausse. Les Universités de Lille et de Rennes ont même annoncé des plans budgétaires drastiques.

L'absence d'investissement pour la recherche publique est, nous le savons, une stratégie pour vous. Alors que nous serions favorables à une Université entièrement publique, gratuite, vous les encouragez à trouver des partenariats commerciaux, à adapter leurs formations au monde du travail. La connaissance, la recherche fondamentale, l'accès de toutes et tous à l'Université, en fait tout ce qui n'est pas immédiatement convertible en rentabilité directe, ne vous intéresse pas. Ce budget rectificatif en est révélateur. C'est avec fermeté que nous nous y opposerons.